

JOURNAL OFFICIEL

DES

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

21 JANVIER 1961

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

4^e ANNÉE N° 5

SOMMAIRE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMISSION

<i>La situation économique de la Communauté à la fin de 1960 et les perspectives pour les premiers mois de 1961</i>	37/61
<i>I — La situation économique de la Communauté</i>	37/61
<i>II — Les perspectives d'évolution dans les pays de la Communauté</i>	38/61
<i>III — Les perspectives d'évolution de la production industrielle pour le premier trimestre de 1961</i>	41/61

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

<i>Programmes prévisionnels pour le premier trimestre de 1961</i>	46/61
<i>I — Programme prévisionnel «charbon»</i>	46/61
<i>II — Programme prévisionnel «sidérurgie»</i>	49/61

TOUT SUR L'ACTIVITÉ DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

VIENT DE PARAÎTRE

ANNUAIRE-MANUEL 1959—1960
de l'Assemblée parlementaire européenne

*Préface de M. Hans Furler,
Président de l'Assemblée parlementaire européenne*

Dans la première partie de ce volume de 528 pages, le lecteur trouvera tous renseignements utiles sur la composition de l'Assemblée et sur les institutions des trois Communautés (C.E.C.A., C.E.E., Euratom).

La seconde partie de l'Annuaire expose les travaux des commissions parlementaires et de l'Assemblée, et leur activité vis-à-vis des trois Communautés européennes (rapports, débats, résolutions, questions écrites).

En d'autres termes, cet ouvrage offre un aperçu général de l'ensemble de l'activité des trois Communautés vue sous l'angle du contrôle parlementaire.

L'édition française est en vente aux adresses suivantes:

- En France, au prix de 25 NF au „Journal officiel de la République française”, 26, rue Desaix, Paris (15^e).
- En Belgique, au prix de 250 FB au „Moniteur Belge”, 40-42, rue de Louvain, Bruxelles.
- Au grand-duché de Luxembourg, au prix de 250 FB, à l'imprimerie Victor Buck, 8. avenue Pescatore, Luxembourg.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMISSION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ À LA FIN DE 1960 ET LES PERSPECTIVES POUR LES PREMIERS MOIS DE 1961

Conformément à la répartition des tâches, intervenue entre les trois exécutifs européens, la Commission économique européenne a la charge des études de conjoncture. Des fonctionnaires compétents des autres exécutifs européens y participent.

La Commission de la C.E.E. publie sous forme de brochure, au début de chaque trimestre, une analyse conjoncturelle (voir pour ce trimestre «La Situation économique de la Communauté à la fin de 1960 et les perspectives pour les premiers mois de 1961»).

Un résumé de cette analyse conjoncturelle est publié au *Journal officiel des Communautés européennes* comme introduction aux programmes prévisionnels périodiques établis selon les règles en vigueur dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui sont présentés dans le même numéro du Journal officiel.

I — LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ

Au cours des derniers mois, l'expansion conjoncturelle s'est poursuivie dans la Communauté, bien que la demande étrangère n'ait plus guère contribué à la croissance de l'activité économique. La progression des exportations de la Communauté vers les pays tiers est, en effet, devenue très faible, les ventes aux États-Unis ayant diminué et le rythme de croissance des exportations vers les autres pays s'étant sensiblement ralenti.

En revanche, la demande intérieure a marqué une nouvelle expansion, imputable surtout, comme

précédemment, au développement des investissements des entreprises. Toutefois, depuis le milieu de l'année, la consommation privée s'est également sensiblement accélérée.

La production industrielle de la Communauté a continué de progresser durant les derniers mois, mais au rythme sensiblement ralenti par rapport à l'an dernier, qui caractérise son évolution depuis le début de 1960. L'accroissement, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, a néanmoins encore été considérable au troisième tri-

mestre, puisqu'il a été de 12 %; d'après les dernières estimations, il semble possible que ce taux soit atteint pour l'ensemble de l'année 1960.

Dans la république fédérale d'Allemagne, la lenteur de la croissance tient toujours aux pénuries de main-d'œuvre et à l'affaiblissement du taux d'augmentation de la productivité résultant du très haut degré d'utilisation des capacités de production. Aux Pays-Bas, où ces facteurs jouent également, la production n'a même plus progressé depuis quelques mois. Par contre, dans les autres pays, qui disposent encore de réserves de croissance plus ou moins importantes, l'évolution de la production reste surtout déterminée par la demande. Ainsi, en Belgique, où le développement de la demande s'est ralenti, la production industrielle n'a presque plus augmenté au cours des derniers mois. En revanche, une légère accélération est observée en France, tandis que l'expansion est demeurée importante en Italie.

Bien que la croissance se soit également ralentie les importations ont atteint un niveau très élevé, contribuant ainsi à l'élargissement de l'offre sur le marché intérieur. Les importations de produits finis ont continué d'augmenter, mais l'évolution des achats de matières premières et de produits alimentaires est devenue plus hésitante.

L'offre provenant de la production intérieure et des importations a pu — pour l'ensemble de la Communauté — s'adapter à la demande avec une élasticité suffisante pour éviter une poussée trop sensible des prix. La république fédérale d'Allemagne constitue une exception, car les tendances à la hausse des prix, observées depuis quelque temps déjà dans le secteur des produits industriels et des services, se sont accentuées au cours des derniers mois. Toutefois, jusqu'à présent, elles ont été compensées par les baisses de prix de certains produits agricoles. La légère hausse des indices des prix à la consommation, enregistrée dans d'autres pays, est essentiellement imputable à la majoration des prix de certains services, décidée par les pouvoirs publics, ainsi qu'au renchérissement de certaines denrées alimentaires.

La balance commerciale de la Communauté a continué de se détériorer, du fait notamment du léger fléchissement des termes de l'échange. Les valeurs moyennes à l'exportation se sont, en effet, quelque peu réduites, tandis qu'à l'importation, elles ont légèrement augmenté en raison d'un changement de la structure des achats à l'étranger. Jusqu'à présent, la balance commerciale a été très sensible aux différences entre la conjoncture de la Communauté et celle des États-Unis: la détérioration à l'égard de ce pays se chiffre, pour les neuf premiers mois de 1960, à environ 1 milliard de dollars. Certains facteurs particuliers tels que le déplacement de la demande en faveur des nouveaux modèles américains sur le marché des voitures automobiles, aux États-Unis, ont, sans aucun doute, également contribué à cette évolution.

La balance globale des paiements de la Communauté est cependant restée fortement excédentaire, en raison de l'afflux croissant de capitaux, qui s'explique en partie par des mouvements spéculatifs, et, en partie, par les différences de taux d'intérêt. Au cours du troisième trimestre, les réserves officielles d'or et de devises des pays membres ont encore augmenté, au total, d'un milliard de dollars.

Les perspectives d'évolution de l'activité économique dans la Communauté, pour les premiers mois de 1961, sont nettement favorables. Bien que la stagnation des exportations risque de se prolonger, la demande globale continuera de croître, en raison de la progression des investissements et du développement de la consommation privée. La production devrait conserver son rythme d'expansion modéré.

Il n'est toutefois pas encore possible de dégager clairement les perspectives pour la seconde moitié de l'année 1961, notamment en raison d'incertitudes quant à l'évolution de la conjoncture aux États-Unis et ses éventuelles incidences sur le commerce mondial. Sans doute le renforcement des influences dépressives en provenance de l'étranger ne pourrait-il guère interrompre l'expansion économique de la Communauté. Il serait toutefois indiqué de préparer les instruments de politique conjoncturelle afin de pouvoir, le cas échéant, maintenir l'expansion à un niveau suffisamment élevé grâce à l'adoption de mesures appropriées.

II — LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ

1. République fédérale d'Allemagne

Dans la République fédérale, l'expansion s'est poursuivie au cours des derniers mois, l'évolution restant caractérisée par un excédent de la demande globale sur l'offre globale. Si des signes de détente sont apparus dans quelques rares secteurs, les tensions se sont encore aggravées dans d'autres, de sorte que, dans l'ensemble, le climat conjoncturel n'est guère plus calme.

Sans doute les exportations ont-elles marqué, au cours des derniers mois, une certaine tendance à se stabiliser à un niveau élevé, mais les investissements se sont développés à un rythme encore plus rapide que par le passé, tandis que l'accroissement des dépenses de consommation des ménages s'est aussi accéléré très nettement, sous l'effet d'importants relèvements de salaires.

Sur les marchés des produits industriels et des services, les déséquilibres ont donc persisté et la hausse des prix a été plus rapide que pendant la première moitié de l'année.

Ces tendances ne semblent guère devoir se modifier au cours des prochains mois. La demande intérieure, en particulier, poursuivra son expansion, et les exportations pourraient également reprendre leur progression, encore qu'à un rythme plus lent. Il n'y a pas lieu de s'attendre à une diminution sensible des excédents de la balance des paiements courants, sauf dans l'hypothèse où des mesures appropriées seraient encore prises dans le domaine de la politique économique extérieure. La baisse du taux de l'escompte, opérée par la Bundesbank au mois de novembre, pourrait toutefois, surtout si

elle est répétée, réduire l'afflux de capitaux étrangers à court terme qui est venu gonfler encore la liquidité intérieure. Cette liquidité pourrait également être endiguée temporairement par le renforcement de l'aide aux pays en voie de développement, envisagé par la République fédérale. Il y a cependant peu de chances pour que ces mesures modifient de façon appréciable, au cours des premiers mois de 1961, l'évolution de la conjoncture dans la république fédérale d'Allemagne.

Les tendances à la hausse des prix pourraient, en conséquence, s'accroître et se traduire, plus que jusqu'à présent, par un relèvement du niveau des prix à la consommation, dès qu'aura cessé la baisse des prix des produits agricoles.

2. France

En France, l'expansion économique, demeurée très modérée au cours des premiers mois de 1960, s'est nettement affirmée depuis lors, malgré la détérioration passagère du climat psychologique à l'annonce d'un début de récession aux États-Unis et du brusque recul des exportations de voitures automobiles. Le développement de la demande intérieure en a été la raison principale, car les exportations n'ont guère redonné d'impulsion depuis le printemps.

Tandis que les investissements poursuivaient leur progression, la consommation privée, favorisée par une augmentation un peu plus rapide des salaires, est devenue l'un des principaux facteurs de l'expansion.

L'offre s'est adaptée, dans l'ensemble, avec une élasticité suffisante à l'évolution de la demande, l'accroissement des importations de produits finis ayant complété l'augmentation de la production intérieure. Les prix de certains biens d'équipement

industriels et de certains biens de consommation ont néanmoins subi de légères hausses. Toutefois, le relèvement de l'indice du coût de la vie, qui a été de 1,5% de juin à septembre, s'explique surtout par l'augmentation des prix de certains services, par suite de décisions administratives.

La situation des échanges extérieurs est demeurée très favorable. On n'a pu noter que passagèrement une légère diminution des excédents de la balance commerciale. Malgré un nouvel amortissement anticipé de la dette étrangère, les réserves officielles d'or et de devises ont continué de s'accroître.

Pour les mois à venir, le niveau des carnets de commandes et persistance d'une assez forte propension à investir permettent d'escompter la poursuite de l'expansion conjoncturelle, d'autant plus que la consommation demeure en progression sensible. Les investissements seront également encouragés par les mesures prévues par le budget de 1961.

3. Italie

Le rythme de croissance de l'économie italienne est resté assez rapide, quoiqu'il se soit quelque peu ralenti au troisième trimestre et probablement aussi vers la fin de l'année.

Bien que la demande globale n'ait plus bénéficié d'un développement de la demande étrangère, elle a continué de s'accroître, grâce à la progression des investissements — surtout sous forme d'installations industrielles — et à l'expansion de la consom-

mation privée. La consommation des administrations publiques, en revanche, ne semble guère avoir augmenté.

En ce qui concerne l'offre, un nouvel accroissement conjoncturel de la production industrielle a été enregistré. Toutefois, le ralentissement constaté par rapport au second trimestre a été sensible et pourrait tenir en partie à la stagnation des exportations, mais aussi, dans certains secteurs, au degré élevé d'utilisation des capacités, déjà enregistré.

Les importations ont poursuivi leur progression conjoncturelle au troisième trimestre et la tendance à la détérioration de la balance commerciale s'est sensiblement accentuée. C'est principalement pour cette raison que l'accroissement des réserves d'or et de devises a été sensiblement inférieur à celui de la période correspondante de l'année précédente.

Le niveau des prix, qui s'était quelque peu élevé au printemps, surtout par suite de l'enchérissement de certaines denrées alimentaires, s'est à peu près stabilisé au troisième trimestre.

La croissance de l'économie italienne devrait se poursuivre pendant les premiers mois de l'année

1961. Elle pourrait toutefois se ralentir légèrement si les exportations se maintenaient à leur niveau actuel; mais il y a tout lieu de penser que les mesures qui seront prises dans le cadre de l'accélération du marché commun auront des répercussions assez favorables sur les exportations italiennes.

Ces dispositions paraissent devoir stimuler aussi la propension à investir des entreprises, déjà très vive; celle-ci sera encore renforcée par les mesures d'encouragement des investissements prises par les pouvoirs publics, qui se proposent, en outre, d'accroître sensiblement leurs propres investissements. Enfin, la consommation privée manifeste également des tendances marquées à l'expansion.

4. Pays-Bas

L'économie néerlandaise a continué d'être caractérisée, au cours des derniers mois, par une haute conjoncture. L'expansion de la demande globale s'est poursuivie, les investissements des entreprises et la consommation jouant le rôle d'éléments dynamiques, tandis que la demande étrangère, depuis le milieu de 1960, s'est développée plus lentement qu'au cours des premiers mois de l'année.

En ce qui concerne l'offre, la pénurie de main-d'œuvre et l'épuisement croissant des réserves de capacité se font toujours plus fortement sentir. Le taux d'expansion de la production industrielle, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, est tombé de 16% au cours du premier semestre à 11% environ au troisième trimestre. Les importations sont demeurées très élevées et se sont encore accrues dans les derniers mois.

La balance des paiements ne s'est toutefois détériorée que légèrement par rapport à l'an dernier. Néanmoins, l'excédent au titre des tran-

sactions courantes s'est élevé à 1,2 milliard de florins en 1960, contre 1,8 milliard en 1959.

Aux tensions persistantes sur le marché du travail semble s'ajouter désormais le danger d'une certaine hausse des prix. Aussi le gouvernement s'efforce-t-il de contrôler avec plus de soin l'évolution de la demande intérieure. C'est ainsi que, dans le domaine de la politique des salaires, il a rejeté les demandes de révision anticipée des conventions collectives. Il a, en outre, fait dépendre la date de la réduction des impôts, prévue au budget de 1961, de l'évolution de la conjoncture au cours des premiers mois de l'année 1961. Tant que la conjoncture continuera d'être caractérisée par une tendance nettement expansive, comme ce sera probablement encore le cas pendant le premier semestre de 1961, l'exécution du budget public permettra de la freiner. La réduction des impôts pourrait être réalisée sans danger pour l'équilibre interne, si la conjoncture marquait un ralentissement vers le milieu de 1961.

5. Union économique belgo-luxembourgeoise

BELGIQUE

L'expansion en Belgique a marqué, au cours des derniers mois, un certain ralentissement, imputable surtout à l'affaiblissement de la demande extérieure, notamment en provenance de l'Amérique du Nord et du Congo.

La demande intérieure, par contre, continue de se développer, bien qu'à un rythme moins soutenu qu'auparavant. Les investissements demeurent en très forte expansion, notamment dans le bâtiment, tandis que la consommation privée ne progresse que lentement.

La production industrielle, après avoir enregistré un recul saisonnier particulièrement sensible au cours des mois d'été, n'accuse, en automne, qu'une reprise modérée.

Les effets sur le niveau des réserves d'or et de devises de la Banque nationale, de la spéculation, consécutive aux événements du Congo, n'ont été que temporaires. Le relèvement du taux de l'es-compte a rapidement enrayer la baisse des avoirs de la Banque nationale, dont les réserves se sont même de nouveau accrues au cours des derniers mois.

Les perspectives d'évolution de la conjoncture pour les premiers mois de 1961 sont toutefois incertaines. L'activité, en Belgique, reflètera, d'une part, les mouvements de la demande extérieure et, d'autre part, les effets à court terme du programme

d'assainissement financier que le gouvernement vient de présenter. Ceux-ci pourraient peser momentanément sur la conjoncture, mais, à plus long terme, la poursuite d'une politique d'expansion s'en trouverait facilitée.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'activité économique du grand-duché de Luxembourg est demeurée très élevée au cours des derniers mois. La production industrielle n'a toutefois progressé que légèrement, la limite des capacités de production — notamment dans la sidérurgie — paraissant avoir été atteinte depuis quelque temps. Le produit national brut à prix courants dépassera largement, en 1960, le niveau de

1959, grâce à un accroissement sensible de la production et à une nette amélioration des termes de l'échange.

Malgré un léger ralentissement de la demande extérieure de produits sidérurgiques, qui se traduit déjà par un effritement des prix, la production devrait se maintenir à un niveau élevé au cours des prochains mois.

III — LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 1961

La production industrielle de la Communauté a continué de progresser au cours des derniers mois, au rythme ralenti qui caractérise son évolution depuis le début de l'année.

Au troisième trimestre, le niveau de la production a dépassé de 12% celui du même trimestre de l'année 1959, alors que le taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente atteignait encore 13% au second trimestre, et 15% au premier.

Cette tendance générale semble avoir persisté durant le quatrième trimestre. Sans doute, l'expansion de la demande aurait-elle permis une progression plus rapide dans quelques pays membres, notamment dans la république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, mais des obstacles physiques — la difficulté d'accroître l'activité et le haut degré d'utilisation des capacités — s'y opposent. Les importants investissements de rationalisation actuellement en cours ne peuvent supprimer ces entraves à brève échéance.

Dans les autres pays membres, où subsistent des réserves de croissance plus ou moins importantes, l'évolution de la production semble encore

déterminée essentiellement par le rythme d'expansion de la demande. Ainsi, en France, la production a pu augmenter un peu plus rapidement, parallèlement à la légère accélération de la demande. En Belgique, au contraire, le ralentissement de la demande a pesé sur l'évolution de la production.

Ces tendances caractériseront également, dans l'ensemble, le premier trimestre de l'année 1961. Le taux de croissance par rapport au premier trimestre de 1960 pourrait atteindre 7 à 9%.

Dans l'industrie transformatrice des métaux, la progression de la production apparaît plus importante que celle de la production industrielle globale. Cette différence d'évolution est imputable, d'une part, à la forte propension à investir qui se manifeste dans la plupart des pays membres, et, d'autre part, au fait que ce secteur dispose encore, dans certaines de ses branches, de capacités inutilisées. Mais, même dans cette industrie, les taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente accusent un léger recul, du moins pour l'ensemble de la Communauté, des divergences d'évolution se manifestant suivant les pays. Cette tendance se poursuivra sans doute pendant le premier trimestre de l'année 1961.

TABLEAU 1

Production industrielle de la Communauté ⁽¹⁾

Année ou trimestre	Production industrielle ⁽²⁾		Production de l'industrie transformatrice des métaux	
	Indice (1953=100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1953=100)	Variations en % par rapport à l'année précédente
1956	135	8	146	11
1957	143	6	154	5
1958	147	3	163	6
1959				
I	151	2	167	2
II	161	6	182	6
III	149	8	158	7
IV	174	13	194	14
1960				
I	173	15	190	14
II	182	13	207	14
III ⁽³⁾	167	12	178	13
IV ⁽⁴⁾	188 — 192	9 — 10	215 — 219	11 — 13
1961				
I ⁽⁴⁾	185 — 189	7 — 9	213 — 217	10 — 12

⁽¹⁾ Chiffres arrondis.⁽²⁾ Non compris construction, industries alimentaires, boissons et tabac.⁽³⁾ Chiffres provisoires.⁽⁴⁾ Estimations.

A — Industrie automobile

Dans l'industrie automobile de la Communauté, l'expansion de la production de voitures de tourisme et de voitures commerciales a fortement baissé et il faut s'attendre à un nouveau ralentissement au cours des prochains mois. Cette évolution est due en premier lieu au fléchissement de la demande en provenance des États-Unis, dont les importations de voitures automobiles — qui représentaient 6% de la production de la Communauté en 1959 — diminuent depuis le début de 1960; au cours du premier semestre, les exportations de voitures automobiles de la Communauté vers les États-Unis ont accusé, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, une baisse de 7%, le recul s'étant accentué de mois en mois. En revanche, l'expansion de la demande intérieure s'est poursuivie à un rythme très rapide dans la Communauté, continuant ainsi à stimuler également les importations.

Au cours du quatrième trimestre de 1960, 330.000 voitures de tourisme environ pourraient être construites en moyenne par mois; pour l'ensemble de l'année la moyenne mensuelle atteindra sans doute environ 307.000 voitures, soit 19% de plus qu'en 1959. Pour le premier trimestre de 1961, on escompte que la moyenne mensuelle sera de 345.000 unités.

L'expansion de la production de véhicules utilitaires s'est également affaiblie, le taux de croissance, par rapport à la période correspondante de 1959, tombant d'environ 20% au premier semestre à 15% au troisième trimestre. Toutefois, la progression conjoncturelle de la production se poursuit, quoique à un rythme ralenti par rapport à 1959 et au début de 1960.

Au quatrième trimestre de 1960, la production mensuelle moyenne de véhicules utilitaires sera probablement de 41.000 unités et au premier trimestre de 1961, elle pourrait atteindre environ 45.000 unités.

TABLEAU 2
Production de véhicules automobiles (1)

(moyennes mensuelles)

Année ou trimestre	Voitures particulières et commerciales		Véhicules utilitaires (sans les tracteurs)	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1958	220,5	—	31,7	—
1959	258,8	17	33,5	6
I	241,3	—	31,9	—
II	271,9	—	33,8	—
III	228,1	—	30,1	—
IV	293,7	—	37,8	—
1960				
I	312,9	30	39,8	21
II	324,9	20	40,7	22
III (2)	262,2	15	34,5	15
IV (3)	330	12	41,3	14
1961				
I (3)	345	10	45	12

(1) Par suite de l'établissement, sur de nouvelles bases de la statistique de la production, seules des données annuelles sont disponibles pour 1959; les taux d'accroissement trimestriels n'ont dès lors pu être calculés pour 1959.

(2) Chiffres provisoires.

(3) Prévisions.

B — Constructions mécaniques

Depuis le début de l'année 1960, la production s'est fortement développée dans le secteur de la construction mécanique. Par rapport à l'ensemble de l'industrie, la reprise ne s'y est manifestée qu'assez tardivement. En effet, l'existence de réserves de capacités dans de nombreuses industries au moment de la reprise conjoncturelle, a permis d'augmenter la production sans importants investissements.

L'accroissement de la production a été particulièrement élevé en Belgique et en Italie; toutefois, en Belgique, le taux d'expansion semble avoir quelque peu diminué au cours de la seconde moitié de l'année. En France, la production a atteint, au premier semestre de 1960, le niveau de la période correspondante de l'année précédente, alors qu'en 1959 elle avait sensiblement diminué.

C — Constructions navales

L'activité des chantiers navals a continué de s'affaiblir au troisième trimestre de 1960 dans l'ensemble de la Communauté. La tendance au ralentissement ne s'est cependant pas accélérée; elle pourrait même s'être quelque peu ralentie.

Plusieurs facteurs contribuent à prolonger la dépression mondiale qui affecte ce secteur industriel depuis la fin de 1958, en particulier le bas niveau des taux de frets qui freine la passation de commandes aux chantiers et incite les armateurs à annuler leurs commandes précédentes ou à en demander l'exécution différée. Les lancements récents et l'achèvement prochain de navires qui avaient été commandés en 1957 lors du «boom» des marchés maritimes internationaux, entraîneront sans aucun doute, au cours des prochains mois, une nouvelle diminution du tonnage en construction. La situation des chantiers est d'ailleurs aggravée par l'augmentation des capacités de production dans le monde, qui ont doublé depuis 1956: leur taux d'utilisation qui, en 1958, était d'environ 80%, ne devrait probablement pas dépasser 70% en 1960.

Du fait de l'importance du tonnage existant, un redressement sensible du niveau des frets ne semble pas pouvoir se produire à brève échéance, en dépit de la diminution du rythme d'activité des chantiers, surtout si l'on tient compte de la stagnation du volume du commerce mondial. Pour les pétroliers, les perspectives semblent devoir s'améliorer, les besoins supplémentaires de transport créés par le développement de la consommation de produits pétroliers nécessitant l'utilisation des 3/4 environ des nouvelles constructions. En re-

vanche, elles restent médiocres pour les cargos étant donné la concurrence sensible que leur font les pétroliers en matière de transport de céréales.

Compte tenu du niveau des commandes et du tonnage des navires lancés au cours des trimestres

précédents, le tonnage en construction dans l'ensemble de la Communauté accusera vraisemblablement, au premier trimestre de 1961, une diminution de 8 à 13% par rapport à la période correspondante de 1960.

TABLEAU 3
Production de l'industrie des constructions mécaniques ⁽¹⁾

Trimestre	Allemagne (R.F.)		Belgique ⁽²⁾		France		Italie	
	Indice (1953=100)	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice (1953=100)	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice (1953=100)	Variation par rapport à l'année précédente en %	Indice (1953=100)	Variation par rapport à l'année précédente en %
1957								
I	152	6	129	19	152	—	130	16
II	153	0	143	— 1	162	—	137	8
III	153	1	115	— 2	147	—	118	7
IV	160	6	134	— 1	169	—	123	3
1958								
I	153	0	120	— 7	173	14	128	— 2
II	154	0	126	— 12	179	10	135	— 1
III	155	1	114	— 1	151	3	121	3
IV	161	1	131	— 2	177	5	135	10
1959								
I	146	— 4	110	— 8	156	— 10	139	8
II	162	5	120	— 5	167	— 7	146	8
III	163	5	119	4	141	— 7	132	9
IV	181	12	145	11	169	— 4	159	18
1960								
I	173	18	139	26	158	1	164	18
II	181	12	152	27	166	0	185	27

⁽¹⁾ A l'exclusion des machines électriques et des moyens de transport.

⁽²⁾ Chiffres de production calculés sur la base des livraisons.

TABLEAU 4
Construction navale
(Navires de mer en cours de construction)

Situation à fin d'année ou de trimestre	En milliers de tonnes	Variation en % par rapport à l'année précédente
1956	2 693	20
1957	3 177	18
1958		
I	3 347	21
II	3 440	13
III	3 576	20
IV	3 509	10
1959		
I	3 404	2
II	3 435	0
III	3 367	— 6
IV	3 167	— 10
1960		
I	3 170	— 7
II	3 101	— 10
III	3 102	— 8
IV ⁽¹⁾	(2 850—2 960)	(— 10 à — 7)
1961		
I ⁽¹⁾	(2 750—2 930)	(— 13 à — 8)

⁽¹⁾ Estimations.

Source: «Lloyd's Register of Shipping».

D — Industrie du bâtiment

Au cours du troisième trimestre, l'activité de l'industrie de la construction est demeurée élevée dans tous les pays de la Communauté. En Italie, toutefois, le léger fléchissement qui est de nouveau apparu dans le secteur du logement, est de nature à affecter le développement du volume global de la construction, en dépit de la croissance accélérée de la construction de bâtiments industriels et du maintien à un niveau élevé du volume des travaux publics. Par contre, dans la république fédérale d'Allemagne, la progression des constructions industrielles a compensé la légère diminution de la construction de logements, et a ainsi permis de maintenir l'activité, dans l'ensemble de cette industrie, à un niveau élevé.

En raison de la régression constatée dans la république fédérale d'Allemagne, en Italie et en France, le nombre de logements achevés dans la

Communauté au cours du troisième trimestre de 1960, a légèrement diminué par rapport à la période correspondante de 1959. Dans la république fédérale d'Allemagne, la diminution du nombre de logements achevés est essentiellement due à la pénurie de main-d'œuvre, — qui affecte d'ailleurs également les Pays-Bas — plutôt qu'à l'effet des restrictions de crédit. En Italie, elle semble pouvoir être attribuée, d'une part, à une certaine saturation du marché des habitations de luxe, et, d'autre part, à l'épuisement des fonds de financement constitués par diverses lois destinées à promouvoir la construction de logements sociaux. Dans ce domaine, toutefois, de nouvelles mesures sont en préparation.

Le nombre de permis de construire délivrés au cours du troisième trimestre laisse conclure à une certaine reprise de la demande de logements dans la Communauté, même en Italie où, en septembre, le nombre de permis a dépassé celui du mois correspondant de 1959, pour la première fois depuis le début de l'année.

TABLEAU 5

Logements (1)

Année ou trimestre	Logements achevés		Autorisations de construire	
	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %	En milliers	Variation par rapport à l'année précédente en %
1956	1 055	11	1 253	1
1957	1 119	6	1 282	2
1958	1 101	— 2	1 270	— 1
1959				
I	199	8	288	6
II	232	14	375	13
III	279	8	337	0
IV	489	20	350	9
1960				
I	192	— 3	292	2
II	238	2	340	— 9
III (2)	274	— 2	359	7

(1) Sarre incluse à partir de 1958, pour les logements achevés, et à partir de 1957 pour les autorisations de construire.

(2) Chiffres provisoires.

Source: «Office statistique des Communautés européennes» et statistiques nationales.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 1961

Les programmes prévisionnels de caractère indicatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation de charbon et d'acier, établis conformément à l'article 46 du traité pour le premier trimestre 1961, sont précédés de considérations touchant l'évolution générale de la conjoncture dans les pays de la Communauté, publiées dans ce même numéro du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Conformément à la répartition des tâches intervenue entre les exécutifs européens, la Haute Autorité participe aux études conjoncturelles dont la Commission de la Communauté économique européenne a la charge.

I — PROGRAMME PRÉVISIONNEL «CHARBON» ⁽¹⁾

L'établissement des chiffres prévisionnels est basé sur les hypothèses suivantes concernant l'activité industrielle, le chômage dans les mines, le mouvement des stocks chez les consommateurs et les conditions de climat:

1. Un accroissement de l'indice de la production industrielle de 7 à 9% par rapport au premier trimestre de l'année 1960.
2. Pour le chômage on suppose que le nombre de jours chômés dans les mines correspondra à une perte de production de l'ordre de 300 000 t.
Le chiffre de production pour la France est un objectif incorporant éventuellement un certain chômage dont le montant s'ajoutera au chiffre mentionné ci-dessus.
3. En ce qui concerne les stocks distribués on suppose pour la houille que les consommateurs pratiqueront un déstockage saisonnier

de 1,5 million de t. Pour le coke de four les stocks baisseraient de 250 000 t dont 150 000 t provenant de l'industrie sidérurgique.

4. Des conditions climatiques, hydraulité et température, moyennes.

Consommation de houille

Malgré des perspectives de haute conjoncture, une expansion économique moins rapide qu'en 1960 conduit à une demande interne globale, consommation à la mine comprise, inférieure de 1,5% à celle du premier trimestre 1960. Si l'on tient compte des mouvements de stocks aussi bien de houille que de coke de four sur les deux périodes considérées, la consommation réelle baisserait également de 1,5%.

Contrairement aux trimestres des deux dernières années, l'activité de la carbonisation reste stationnaire. La demande en coke de four de

⁽¹⁾ Le programme prévisionnel ne tient pas compte des grèves en Belgique dont il est impossible d'estimer les répercussions sur le marché charbonnier belge au jour de la mise sous presse du présent numéro du Journal officiel.

l'industrie sidérurgique se trouverait réduite à la suite d'une augmentation moins rapide de la production de fonte et d'une diminution de la mise au mille du coke dans les hauts fourneaux. Pour les mois à venir, le poste carbonisation ne viendrait ainsi plus s'ajouter aux centrales thermiques pour compenser les pertes de consommation dans d'autres secteurs.

Pour les centrales thermiques publiques, la demande est inférieure à celle du premier trimestre 1960 mais étant donné les mouvements de stocks prévus, la consommation réelle serait en augmentation de 6%. L'hypothèse de conditions climatiques moyennes n'est que partiellement retenue vu le coefficient élevé de remplissage des barrages, connu au mois de décembre. Pour le secteur industriel autre que la sidérurgie, le mouvement de baisse arrêté quelque temps par l'expansion économique exceptionnelle de 1960 reprend, mais sous une forme limitée.

Pour l'ensemble des deux secteurs: chemins de fer et usines à gaz, la réduction des livraisons se poursuit, elle est en diminution de 10% par rapport au premier trimestre 1960. En revanche pour le secteur «foyers domestiques» avec l'hypothèse d'un hiver moyen, on espère une légère reprise des livraisons par rapport au début de l'année précédente.

Au total la demande de houille s'élèverait à 63 millions de t dont 8,4 millions de t pour la consommation à la mine.

Exportations de houille et de coke de four

Les prévisions d'exportations vers les pays tiers se présentent en augmentation par rapport au premier trimestre 1960 de 200 000 t pour la houille et de 150 000 t pour le coke de four mais restent dans la ligne moyenne des livraisons des deux dernières années.

Importations de houille

Les importations de houille en provenance des pays tiers avec 4,4 millions de t sont en augmentation de 0,4 million de t sur celles du premier trimestre 1960 mais sont égales à la moyenne trimestrielle de l'année 1960. Le chiffre prévu tient compte de l'élargissement à 6 millions de t annuelles du contingent tarifaire, exempt de la taxe de 20 DM à la tonne en République fédérale. Pour la Belgique les importations se maintiennent à l'intérieur du contingent prévu par la décision n° 25-60 de la Haute Autorité, auquel s'ajoutent les tonnages de charbon américain destinés à la carbonisation à façon. La répartition par provenance ne présente pas de modifications sensibles sur celle de l'année précédente. Toutefois l'accroissement des achats en provenance du Royaume-Uni, noté au cours de ces derniers mois, doit se poursuivre.

TABLEAU 1

Importations de houille et agglomérés en provenance des pays tiers

(en milliers de tonnes)

Pays	Réalizations			Prévisions	
	1 ^{er} trimestre 1960	2 ^e trimestre 1960	3 ^e trimestre 1960	4 ^e trimestre 1960	1 ^{er} trimestre 1961
Allemagne (R.F.) (Sarre incluse)					
U.S.A.	802	1 189	1 193	1 100	1 250
Autres	170	285	307	310	300
Belgique					
U.S.A.	140	202	199	225	225
Autres	22	33	38	40	35
France					
U.S.A.	137	93	218	175	155
Autres	258	411	364	270	275
Italie					
U.S.A.	1 167	1 101	1 131	1 150	1 100
Autres	536	292	388	350	380
Luxembourg					
U.S.A.	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—
Pays-Bas					
U.S.A.	520	534	511	650	450
Autres	221	193	237	250	230
Communauté					
U.S.A.	2 765	3 119	3 251	3 300	3 180
Autres	1 210	1 214	1 335	1 220	1 220

Production de houille

La production pour l'ensemble de la Communauté, abstraction faite du chômage, se présenterait en diminution de 3,67 millions de t, soit 6% sur celle du premier trimestre 1960. Tous les bassins prévoient une réduction d'extraction à l'exception de celui des Pays-Bas pour lequel on attend un accroissement de 3,5%.

Le chômage envisagé ne concerne pratiquement plus que les bassins belges pour lesquels on prévoit une perte d'extraction de 300 000 t, soit le tiers du rythme de l'année 1960. Pour la France, selon l'hypothèse envisagée, le chiffre de production étant un objectif peut comprendre un certain chômage mais ce dernier ne devrait être que de faible amplitude et ne toucher que les bassins du Centre-Midi.

TABLEAU 2

Production de houille de la Communauté

(en milliers de tonnes)

Pays	Réalizations			Prévisions
	1er trimestre 1960	2e trimestre 1960	3e trimestre 1960	1er trimestre 1961
Allemagne (R.F.) (Sarre incluse)				
Production	36 800	34 625	34 798	35 600
Chômage	415	246	174	—
Belgique				
Production	5 884	5 616	5 261	6 000
Chômage	1 081	1 267	452	300
France				
Production	14 960	13 820	12 835	13 960
Chômage	499	735	495	—
Italie				
Production	192	184	183	190
Chômage	—	—	—	—
Pays-Bas				
Production	3 035	3 057	3 085	3 150
Chômage	—	—	—	—
Communauté				
Production	60 871	57 302	56 162	58 900
Chômage	1 996	2 248	1 121	300

Stocks de houille à la mine

Avec l'hypothèse envisagée d'un chômage de 0,3 million de t on se trouverait, pour l'ensemble des producteurs de la Communauté, devant une diminution globale des stocks de houille à la mine de 0,2 million de t durant le trimestre considéré. Les stocks à la production s'élèveraient ainsi à 27,6 millions de t à fin mars 1961.

Coke de four

La demande intérieure totale de coke de four se présente par rapport au premier trimestre 1960 en diminution de 0,97 million de t, soit 5,5% par suite du recul de 0,74 million de t de la demande de l'industrie sidérurgique. Toutefois, si l'on tient

compte des mouvements de stocks, la réduction de la consommation réelle pour la production de fonte ne serait que de 400 000 t. Pour les secteurs industriels autres que la sidérurgie et pour les foyers domestiques la tendance à la baisse se poursuit.

La production serait légèrement inférieure à celle du premier trimestre 1960, le déstockage prévu à la production n'étant que de 0,2 million de t contre 0,8 million de t au premier trimestre 1960. Les stocks de coke à la production se monteraient ainsi à la fin du trimestre considéré à environ 6,4 millions de t.

On trouvera ci-après les bilans prévisionnels pour le premier trimestre 1961, concernant la houille et les agglomérés de houille, le coke de four ainsi que les briquettes et le semi-coke de lignite.

TABLEAU 3

Approvisionnements et besoins en combustibles solides de la Communauté

(en milliers de tonnes)

	Houille et agglomérés de houille	Coke de four	Briquettes et semi-coke de lignite
1. Production	58 900	18 400	4 000
Chômage	300		
2. Brai pour agglomérés + correction pour bas produits	+ 300		
3. Consommation propre	7 030	800	220
4. Livraisons au personnel	1 350	130	70
5. Stocks à la production au début du trimestre	27 730	6 740	—
6. Disponibilités de la production courante (1+2-3-4)	50 820	17 470	3 710
7. Importations en provenance des pays tiers:			
a) Autres pays que U.S.A.	1 220	—	1 000
b) U.S.A.	3 180	—	—
c) Total	4 400	—	1 000
8. Disponibilités de la production courante et des importations (6+7c)	55 220	17 470	4 710
9. Demande intérieure dont:	54 330	16 730	4 610
a) Cokeries	24 290		
b) Usines à gaz	2 220		
c) Centrales électriques	6 200		
d) Industrie sidérurgique	1 060	12 300	180
e) Autres industries	8 610	1 960	1 050
f) Chemins de fer	2 970		
g) Foyers domestiques + artisanat	8 130	2 200	3 300
10. Exportations	1 070	940	100
11. Besoins totaux	55 400	17 670	4 710
12. Stocks à la production, fin du trimestre (5+8-11)	27 550	6 550	—

Au premier trimestre 1960, les réalisations houille et agglomérés ont été de 60 871 000 tonnes pour la production, de 53 121 000 tonnes pour les disponibilités de la production courante (6) et de 56 460 000 tonnes pour les besoins totaux (11).

II — PROGRAMME PRÉVISIONNEL «SIDÉRURGIE»

Les bases du marché de l'acier continuent à être fondamentalement saines. L'activité industrielle se développera encore en 1961 bien qu'à un rythme plus modéré, les très forts taux d'accroissement constatés en 1960 ne pouvant évidemment pas être renouvelés. La consommation réelle d'acier restera donc en accroissement. Dans les pays tiers, après les à-coups au rythme des commandes provoqués par la grève de la sidérurgie américaine et ses longues répercussions, les besoins réels paraissent rester relativement importants. Au total après un déséquilibre où, pendant deux mois, les livraisons dépassèrent sensiblement les commandes,

l'équilibre s'est rétabli en novembre et décembre où des commandes satisfaisantes ont été enregistrées en provenance des pays tiers de même que de la plupart des pays de la Communauté.

Les carnets de commandes qui avaient baissé en septembre et octobre se sont stabilisés en novembre au niveau très modéré d'un peu moins de 3 mois de production. Les stocks chez les utilisateurs se situent, autant qu'on puisse le savoir, à un niveau normal. L'absence de carnets ou stocks excessifs donne au marché de l'acier un caractère sain, même si les délais de livraison modérés sont

éventuellement susceptibles d'engendrer une certaine tendance à la réduction au moins relative du niveau des stocks.

Du côté des matières premières, aucune difficulté n'est à craindre. La production de fonte continue globalement à s'accroître et les ressources, nécessaires en ferraille, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté, sont disponibles.

A — Acier

La consommation apparente d'acier prévue au premier trimestre 1961 serait de 15,25 millions de t ⁽¹⁾, vraisemblablement légèrement inférieure au niveau correspondant à l'activité industrielle, même si l'on ne compte aucune part pour l'accroissement technique des stocks.

Les exportations qui étaient descendues à 3,2 millions de t ⁽¹⁾ au troisième trimestre 1960 remonteront vraisemblablement au premier trimestre

1961, sous l'effet du redressement des commandes commencé en octobre, jusque vers 3,5 millions de t ⁽¹⁾.

Les importations seront au premier trimestre 1961 vraisemblablement moins fortes qu'elles ne l'avaient été au début de 1960, car l'appel accru qui avait été fait à cette époque à des demi-produits extérieurs n'a plus aujourd'hui la même raison d'être, le marché intérieur pouvant probablement les fournir. On retiendra l'hypothèse de 0,4 million de t ⁽¹⁾.

La production nécessaire serait donc de 18,35 millions de t d'acier brut, très légèrement inférieure à celle réalisée au quatrième trimestre 1960 ⁽²⁾ et supérieure de 0,14 million de t à la production du premier trimestre 1960. Par rapport à celle-ci, tous les pays, sauf la Belgique, enregistreraient un progrès; il faut remarquer qu'en Allemagne la production avait été poussée au premier trimestre 1960 à un rythme dépassant nettement l'utilisation normale des capacités disponibles. La production de la Belgique serait évidemment encore réduite si la grève se prolongeait.

(en millions de tonnes)

Pays	1960				1961
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
	Réalizations ⁽¹⁾				Prévisions
Allemagne (R.F.)	8,54	8,16	8,88	8,53	8,6
Belgique	1,82	1,82	1,86	1,68 ⁽²⁾	1,5 ⁽²⁾
France	4,33	4,31	4,07	4,58	4,55
Italie	2,02	2,09	1,99	2,11	2,15
Luxembourg	1,03	1,0	1,03	1,02	1,05
Pays-Bas	0,47	0,48	0,48	0,51	0,5
Communauté	18,21	17,86	18,31	18,43	18,35

⁽¹⁾ Décembre 1960. Chiffres provisoires (pour la Belgique: estimation)

⁽²⁾ Pertes dues à la grève: 0,2 million de t environ au 4^e trimestre 1960. La prévision pour le 1^{er} trimestre 1961 tient compte des effets de la grève connus au 11 janvier 1961 sur la production belge, d'une part, sur la production des pays où certaines capacités se trouvaient disponibles, d'autre part.

Pour l'ensemble de l'année 1960, la production aurait donc atteint 72,8 millions de t, soit — compte tenu des incidences de la grève belge et du léger ralentissement observé en fin d'année dans certains pays du fait notamment de la baisse des exportations — la réalisation pratiquement exacte des objectifs généraux élaborés en 1956 et publiés en 1957; ceux-ci avaient prévu une production nécessaire maximum de 73,5 millions de t en cas de haute conjoncture intérieure et extérieure s'étendant sur toute l'année.

B — Fonte

La production de fonte de la Communauté au quatrième trimestre 1960 atteindrait 13,6 millions de t, soit une augmentation de 0,9 million de t par rapport au quatrième trimestre 1959, et ceci malgré les incidences de la grève en Belgique et le fait que la totalité des capacités de production disponibles n'ait pu, même dans d'autres pays, être complètement utilisée. Au premier trimestre, le nombre de jours ouvrables est moins grand mais

⁽¹⁾ En équivalent d'acier brut.

⁽²⁾ Pertes dues à la grève: 0,2 million de t environ au 4^e trimestre 1960. La prévision pour le 1^{er} trimestre 1961 tient compte des effets de la grève connus au 11 janvier 1961 sur la production belge, d'une part, sur la production des pays où certaines capacités se trouvaient disponibles, d'autre part.

e rythme de marche pourrait s'accroître dans certains pays; sauf prolongation de la grève en Belgique on pourrait compter sur une production de 13,6 millions de t au premier trimestre 1961.

Les *importations* de fonte ont repris dans la seconde partie de 1960 et l'on pourrait s'attendre à l'importation de 0,3 million de t au premier trimestre 1961 comme au troisième trimestre 1960.

Les *exportations* avaient brusquement augmenté à l'automne du fait que certains stocks existant dans la Communauté ont été liquidés par ventes dans les pays tiers. Si elles ne baissaient pas trop au premier trimestre 1961, les importations nettes de fonte pourraient ne pas dépasser 0,15 million de t.

Le marché de la ferraille étant très détendu, la mise au mille de fonte dans les aciéries a peu de chances d'augmenter. Elle a même légèrement diminué au quatrième trimestre 1960 et sur cette nouvelle base, les besoins des aciéries atteindraient 12,75 millions de t de fonte au premier trimestre 1961.

Les disponibilités totales atteignant 13,75 millions de t, 1,0 million de t serait disponible pour les fonderies, sauf mouvements de stocks.

C — Coke

La baisse de la *mise au mille* de coke dans les hauts fourneaux se poursuit. Au troisième trimestre 1960, la consommation spécifique globale des hauts fourneaux et agglomérations était de 914 kg de coke et poussier de coke par tonne de fonte contre 941 kg au troisième trimestre 1959. Au premier trimestre 1961, elle baisserait pour la première fois *un peu au-dessous de 900 kg* contre 937 kg au premier trimestre 1960.

La consommation totale de coke de la sidérurgie au premier trimestre 1961 atteindrait ainsi seulement 12,45 millions de t contre 12,85 millions de t au premier trimestre 1960, et ceci malgré un accroissement supposé de 0,2 million de t de la production de fonte.

Ces besoins seraient couverts à raison de 12,3 millions de t par des livraisons nouvelles et de 0,15 million de t par reprise au stock de la sidérurgie.

D — Ferraille

Le taux des *ressources propres* en ferraille reste sensiblement constant et l'on pourrait s'attendre au premier trimestre 1961 à des disponibilités de 4,85 millions de t de cette provenance.

Au cours des dernières années, la *collecte* qui ne comprend pas seulement le ramassage, mais aussi les chutes des industries de transformations a toujours été au premier trimestre en augmentation sur le trimestre précédent de sorte que l'on peut escompter de cette provenance un arrivage d'environ 3,1 millions de t au premier trimestre 1961.

Compte tenu d'une mise au mille de ferraille qui a plutôt tendance à augmenter, les *besoins des aciéries* seraient de 7,55 millions de t. La mise au mille de ferraille dans les *hauts fourneaux* reste constante entre 55 et 60 kg par tonne de fonte. Les besoins au premier trimestre 1961 seraient alors de 0,75 million de t.

Les besoins atteindraient ainsi 8,3 millions de t face à des ressources intérieures de 7,95 millions de t, ce qui laisserait un déficit modéré de 0,35 million de t à couvrir par la reprise au stock ou par des *importations* qui ne présentent d'ailleurs pas de difficultés.

E — Minerai de fer

La *consommation* de minerai de fer pour la production de 13,6 millions de t de fonte atteindrait 11,1 millions de tonnes Fe.

La consommation dans les aciéries dont le taux a tendance à augmenter atteindrait 0,2 million de tonnes Fe.

La *production* de minerai de la Communauté continue à s'accroître légèrement et pourrait atteindre au premier trimestre 1961 7,05 millions de tonnes Fe contre 6,92 millions de t au premier trimestre 1960.

Si l'on compte avec une reprise aux stocks des mines de 0,1 million de tonnes Fe, la couverture des besoins totaux de 11,3 millions de tonnes Fe exigerait une disponibilité de minerai d'importation de 4,15 millions de tonnes Fe, une partie de ce minerai étant, comme habituellement à pareille époque, reprise au stock constitué pendant l'été.

**Prévisions des disponibilités et des besoins de la Communauté en produits sidérurgiques
et en matières nécessaires à leur fabrication**

Premier trimestre 1961

(en millions de tonnes)

A — ACIER BRUT		D — FERRAILLE ⁽²⁾	
1. Production	18,35	20. Chutes propres	4,85
2. Importations	<u>0,4</u>	21. Ressources intérieures nettes de ferraille de collecte ⁽³⁾	<u>3,1</u>
3. Disponibilités totales (1+2)	18,75	22. Disponibilités intérieures totales (20+21)	7,95
4. Consommation apparente d'acier	15,25	23. Consommation des hauts fourneaux	0,75
5. Exportations	<u>3,5</u>	24. Consommation des aciéries	<u>7,55</u>
6. Total des besoins (4+5)	18,75	25. Consommation totale (23+24)	8,3
B — FONTE		26. Déficit à couvrir par les importations nettes ou par les reprises aux stocks (25—22)	0,35
7. Production	13,6	E — MINERAI DE FER (fer contenu)	
8. Importations nettes	<u>0,15</u>	27. Production de minerai de fer marchand	7,05
9. Disponibilités totales (7+8)	13,75	28. Reprise aux stocks des mines	<u>0,1</u>
10. Consommation des aciéries	12,75	29. Disponibilités intérieures totales (27+28)	7,15
11. Disponibilités pour les fonderies de fonte	1,0	30. Consommation destinée à la production de fonte	11,1
12. Augmentation des stocks	<u>—</u>	31. Consommation des aciéries	<u>0,2</u>
13. Besoins totaux (10+11+12)	13,75	32. Consommation totale (30+31)	11,3
C — COKE		33. Déficit à couvrir par les importations nettes (32—29)	4,15
14. Livraisons à l'industrie sidérurgique	12,3		
15. Réduction des stocks	<u>0,15</u>		
16. Disponibilités totales (14+15)	12,45		
17. Consommation destinée à la production de fonte ⁽¹⁾	12,2		
18. Consommation affectée à d'autres emplois dans l'industrie sidérurgique	<u>0,25</u>		
19. Total des besoins de l'industrie sidérurgique (17+18)	12,45		

⁽¹⁾ Hauts fourneaux et installations d'agglomération.

⁽²⁾ Y compris la consommation de ferraille et les ressources en ferraille des fonderies d'acier indépendantes (*Journal officiel de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* n° 3 du 25 janvier 1958).

⁽³⁾ Déduction faite, comme dans les programmes précédents, des ventes effectuées par les usines sidérurgiques à d'autres usines ou sur le marché intérieur.

N.B. A titre de référence, on rappelle que les productions réalisées au premier trimestre 1960 ont été:

— acier: 18,21 millions de tonnes,
— fonte: 13,40 millions de tonnes,
— minerai: 6,92 millions de tonnes.

VIENT DE PARAÎTRE:

LES BUDGETS FAMILIAUX DES OUVRIERS DE LA C.E.C.A.

Cette étude a pour objet de présenter les résultats définitifs d'une enquête sur les budgets familiaux des travailleurs du charbon de l'acier et des mines de fer, entreprise par l'office statistique des Communautés européennes auprès de 2.000 familles ouvrières de la Communauté.

Cette enquête, financée par la Haute Autorité et effectuée en étroite coopération avec les instituts nationaux de statistique des pays membres de la Communauté, a fourni d'abondants et précieux renseignements qui permettent de se faire une idée du niveau et du mode de vie de trois importantes catégories de travailleurs, des six pays de la Communauté.

Le degré d'intégration économique et sociale de la Communauté européenne ne peut se mesurer sans une harmonisation des statistiques; sous cet aspect cette enquête internationale constitue une étape importante, car, pour la première fois, une investigation de ce genre a pu être réalisée dans plusieurs pays à partir de méthodes, définitions et notions uniformes.

Cette publication comporte pour cette raison un large exposé sur l'organisation et l'exécution de l'enquête. La partie principale de l'étude est cependant consacrée à une analyse des dépenses et de la consommation des familles ayant participé à l'enquête dans les six pays; l'accent a été mis en particulier sur les quantités de produits alimentaires consommées.

Les 150 tableaux figurant à l'annexe statistique font en outre de cette étude un excellent document de travail.

Cette publication comprend 436 pages (format 20,5 × 29 cm) et est éditée dans les quatre langues officielles de la Communauté. Elle est en vente au prix de frb. 50,— ou NF 5,— au bureau de vente du service des publications des Communautés européennes ou au *Moniteur belge*, 40, rue de Louvain, Bruxelles, et au service de vente en France des publications des Communautés européennes, 26 rue Desaix, Paris XV^e, compte courant postal: Paris 23-96.